

ON PARLE SOUVENT DANS LES MÉDIAS MAINSTREAM DU COUPLE FRANCO-ALLEMAND. S'IL Y A COUPLE, IL FAUT LE PLUS VITE POSSIBLE L'ORIENTER VERS LE DIVORCE TANT LES MANIPULATIONS ALLEMANDES NUISENT AUX INTÉRÊTS LES PLUS ÉLÉMENTAIRES DE LA FRANCE, AVEC LA COMPLICITÉ DE NOTRE CLASSE POLITIQUE. » Par Roland Hureauux

## France-Allemagne, le divorce inévitable

UNE NOUVELLE FOIS, la question franco-allemande est à l'ordre du jour. Le report *sine die* du conseil des ministres franco-allemand qui devait se tenir le 26 octobre à Fontainebleau reflète l'exaspération des deux partenaires, singulièrement de la France. Macron pour qui l'Europe était tout et la relation franco-allemande son préalable obligé semble ne plus y croire.

Même Nicolas Beytout, patron de *L'Opinion*, « européen » et libéral s'il en est, a proposé de rompre avec une Allemagne qui ne montre plus aucune solidarité européenne : « *Puisqu'il ne faut plus aujourd'hui attendre grand-chose des Allemands, n'est-il pas temps de faire turbuler le système en cassant, avec ou sans les autres pays européens, le système fou des prix du gaz et de l'électricité ?* »

Le marché unique de l'énergie : une des réalisations les plus calamiteuses de l'Union européenne. Mais aussi un « acquis communautaire » dont la remise en cause toucherait tout l'édifice de Bruxelles. Elle avait été promue par le chancelier Kohl afin de faire baisser, par la concurrence, le prix de l'énergie : il serait étonné de voir qu'il a conduit aujourd'hui à son contraire !

Alors que la France avait, mieux que d'autres, dès les années 1970, anticipé l'avenir par un admirable programme de centrales nucléaires, le marché unique européen la prive de cet avantage, ses prix intérieurs se voyant tirés vers le haut par les pénuries allemandes et ceux de l'électricité par ceux du gaz, au détriment de la capacité des couches populaires à se chauffer l'hiver ou à circuler et des ses industries à rester compétitives.

Mais la crise actuelle a le mérite de mettre au jour une première illusion : le « couple franco-allemand » n'a jamais existé. Jamais les Allemands n'ont accepté cette expression, d'abord pour une ques-

tion de vocabulaire : couple évoque en allemand copuler, ce qui les dégoûte, mais aussi pour une question de fond : dès le départ de l'entreprise, nos voisins d'outre-Rhin n'ont jamais voulu s'enfermer dans une relation exclusive, ni même privilégiée avec la France. Et ils ne s'en sont jamais cachés !

### Amour névrotique

Cela n'a pas empêché que, pendant trente ou quarante ans nos journalistes et nos hommes politiques, répètent en boucle, comme des perroquets, le « couple franco-allemand », « le couple franco-allemand » et aujourd'hui plus que jamais. Et les plus ignorants sont les européistes patentés : quand on est « européen » ( au sens de Bruxelles), a-t-on encore besoin de connaître les Allemands, les Italiens *etc.* ? Paradoxalement, ceux qui passent pour euro-critiques sont généralement mieux informés de la psychologie de nos voisins. Par-delà les mots, la France s'inscrit dans une relation sentimentale, pour ne pas dire névrotique, à sens unique où, comme une femme enamourée (ou un homme), elle demande avec insistance des faveurs qu'elle ne reçoit pas mais il suffit d'un clignement d'œil pour lui en donner l'illusion.

De fait, ce n'est pas de maintenant que les Allemands donnent la priorité aux intérêts allemands sur les partenariats européens ; on pourrait remonter loin et voir que la France a tendu au moins à deux reprises la main à une Allemagne en difficulté : après les changements de parité de 1969, en concédant aux produits agricoles d'outre-Rhin des « montants compensatoires », sorte de droits de douane à l'envers qui ont sauvé une agriculture allemande en difficulté ; plus tard en acceptant de partager le fardeau de la politique de rigueur instaurée par l'Allemagne après la réunifica-

tion pour éponger son surplus de marks venus de l'est (2012), bridant ainsi tout au long des années 1990 la croissance française pour les intérêts de Berlin. Inutile de dire que rien de semblable n'a été proposé à la France qui pâtit depuis plus de vingt ans d'un euro déséquilibré. Au contraire le chancelier Schröder a lancé en 2000 le plan Hartz, destiné, par la régression sociale, à doper la compétitivité allemande à l'entrée dans l'euro. Alors que les Français croyaient que Bruxelles l'interdisait, ils ont instauré une TVA sociale partielle. Cette politique folle a d'emblée déséquilibré la balance franco-allemande à notre détriment. Quand l'euro aura disparu, ses tenants pourront remercier l'Allemagne de l'avoir sapé dès le départ.

Comme l'ont montré des études allemandes, l'euro était beaucoup plus favorable à l'économie allemande qu'à l'économie française. Les deux économies voguaient de conserve depuis 50 ans, la France représentant les 2/3 de la population et du PIB allemands et 50 % de son industrie. L'écart n'a commencé à s'élargir qu'avec l'entrée dans l'euro. Favorisée par l'euro, sous-évalué pour elle, surévalué pour nous, l'économie allemande est à présent défavorisée par la crise énergétique : faut-il que nous volions à son secours en lui vendant du gaz comme nous avons déjà commencé à le faire ?

Malgré ses handicaps, la France a cru bon d'en rajouter en promouvant aux dépens de ses intérêts le plan de relance européen de 2021. Voulant, pour des raisons idéologiques, que le premier emprunt européen qu'il comporte voie le jour, Macron a fait de la France le premier contributeur net : pour une cotisation de 70 milliards, elle en recevra 40 !

La gestion de la crise énergétique est le premier sujet du contentieux franco-allemand : en subventionnant l'industrie alle-

mande à hauteur de 200 milliards sur deux ans (venant après une première aide de 80 milliards), le gouvernement allemand, qui seul a les moyens de ces injections massives d'argent public, permet à celle-ci de pomper l'énergie encore disponible sur le marché européen, au détriment de ses partenaires.

Pourtant l'attentat terroriste du 26 septembre 2022 contre le gazoduc Nord Stream sous la Baltique aurait dû instruire les Allemands que la Russie n'est pas leur seul ennemi et les appeler à plus de solidarité européenne ; mais non ! Curieusement, l'Allemagne, menacée directement par cet attentat, ravale la rancune qu'elle pourrait avoir vis-à-vis de ses auteurs anglo-saxons et préfère se rattraper en écrasant ses partenaires européens ! Cet attentat qui touche une Allemagne encore hésitante sur l'application des sanctions antirusse, la contraint à les prendre et porte, ce faisant, un coup très grave à sa puissance industrielle.

## L'Europe de la défense : une OPA de l'Allemagne

La France et l'Allemagne ont un autre sujet de contentieux : les affaires militaires.

Il nous permet de découvrir que, tout comme le « couple franco-allemand », l'« Europe de la défense » dont se gargarisent les Français n'existe pas et n'a jamais existé. Elle est, elle aussi, un fantasme franco-français auquel n'adhère aucun de ses partenaires européens lesquels considèrent, de manière réaliste, que le cadre de la défense européenne est l'OTAN et qu'il est dès lors normal que les armées européennes soient soumises au commandement américain. Que l'Allemagne, malgré l'attentat de la Baltique partage le même point de vue est assez ahurissant : faut-il y voir l'effet de la médiocrité du nouveau chancelier Olaf Scholz ou le fait que la classe politique allemande est tenue avec une laisse particulièrement courte par Washington ? La nomination d'un homme de Goldman Sachs aux finances de ce pays est significative. Cette dépendance est particulièrement le fait des Verts qui avaient inspiré, sinon décidé, la dénucléarisation du pays et donc son affaiblissement, caché un temps par les achats de gaz russe à bon marché. Elle apparaît aujourd'hui en pleine lumière.

L'Allemagne avait jusqu'ici fait mine de se raccrocher au train de l'Europe de la défense avec l'arrière-pensée de remonter son déficit en matière d'industrie de défense par des coopérations où elle soutirerait ce qui reste de technique avancée française en matière de chars, de satellites et surtout



d'avions de combat, cela pour des raisons à la fois industrielles et de puissance. Leur autre arrière-pensée est de se rapprocher du statut nucléaire, la presse allemande discutant sérieusement pour savoir si le pays doit récupérer la capacité française ou la doubler. L'Allemagne qui avait une (trop) puissante industrie de défense en 1940, s'est vue punie en 1945 par sa quasi-disparition. Elle ne rêve depuis lors que de la reconstituer.

L'annonce récente que l'Allemagne achèterait 100 milliards d'armement dans les toutes prochaines années et essentiellement du matériel américain a fait l'effet d'une douche froide auprès de tous ceux qui n'avaient pas compris le double jeu allemand. Disons-le crument : l'Allemagne veut mettre la main sur certaines de nos industries de défense et n'a que faire de la défense européenne. Mettre la main, ce peut être récupérer, dans le cadre d'une coopération bilatérale, 50 % de telle ou telle entreprise française : Nexter (ex-GIAT), ce qui est déjà fait, Dassault (dont le Rafale est toujours en avance sur le F 35 américain), et même pourquoi pas Naval Group (ex-DCN). Nous savons par le précédent d'Air-

bus que quand l'Allemagne prend un partenariat de 50-50 %, elle s'arrange pour que ce soit très vite un 60-40 % à son bénéfice : en Chine tout le monde croit aujourd'hui que l'Airbus est une réalisation allemande !

Il y a quelques jours, il a même pris à Berlin de vouloir contrôler les exportations françaises d'armement.

Le partage ridicule de la présidence française du Conseil de sécurité au cours de l'année dernière n'est certes qu'un symbole mais il a été vu, sur cette scène privilégiée, par le reste du monde, comme le signe de l'assujettissement volontaire de la France à l'Allemagne.

Il n'y a pas d'Europe indépendante si elle n'est pas unie. Mais il n'est de véritable union que si chacun défend ses intérêts. ♦

**PHOTOS** De l'énergie à la Défense, l'Allemagne n'a eu de cesse, au sein même de la « construction européenne » de tirer son épingle du jeu... au détriment de la France et de « l'unité européenne ». Photos du Rafale français et du gazoduc Nord Stream 2 reliant directement la Russie à l'Allemagne sous la mer Baltique.